

# **APOSTOLICAM ACTUOSITATEM CINQUANTE ANS APRÈS**

---

*Ignace Berten*

À l'occasion des cinquante ans de l'ouverture de Vatican II, le cardinal Danneels déclarait: «Le thème essentiel du Concile concernait la valeur, le rôle et la tâche des laïcs dans l'Église, en tous domaines<sup>1</sup>.» Il ajoutait: «La Constitution sur la révélation divine est peut-être le document doctrinal le plus important du Concile.»

Je voudrais ici dire quel est l'apport du Concile à partir du décret *Apostolicam actuositatem* concernant les laïcs en articulation avec la constitution sur l'Église, *Lumen gentium*, et la constitution sur la révélation, *Dei Verbum*. En un second temps, je proposerai un diagnostic sur la situation présente de l'Église à la lumière de ces documents. Enfin, je pointerai quelques questions pendantes et défis pour le présent et l'avenir.

## **1. APOSTOLICAM ACTUOSITATEM DANS LE CONTEXTE CONCILIAIRE**

### **1.1. L'ecclésiologie de *Lumen gentium***

*Lumen gentium* bouleverse profondément la perspective ecclésiologique telle qu'elle s'était imposée au cours des derniers siècles. L'Église était considérée comme une société (dite parfaite), structurée hiérarchiquement et de façon pyramidale. Au sommet le pape, qui a tous les pouvoirs et auquel sont soumis les évêques, conçus pratiquement comme ses délégués, auxquels sont soumis à leur tour les curés puis les laïcs. Dans son encyclique *Vehementer nos*, Pie X déclarait en 1906: « L'Eglise est, par essence, une

---

<sup>1</sup> Conférence d'août 2012, retravaillée en vue de publication pour *Pastoralia*, janvier 2014, pp. 15-17 (1<sup>ère</sup> partie).

société inégale, c'est-à-dire comprenant deux catégories de personnes, les pasteurs et le troupeau, ceux qui occupent un rang dans les différents degrés de la hiérarchie et la multitude des fidèles; et ces catégories sont tellement distinctes entre elles, que, dans le corps pastoral seul résident le droit et l'autorité nécessaires pour promouvoir et diriger tous les membres vers la fin de la société. Quant à la multitude, elle n'a pas d'autre devoir que celui de se laisser conduire et, troupeau docile, de suivre ses pasteurs.»

Le projet de document sur l'Église préparé par la curie romaine et soumis aux pères conciliaires était structuré selon ce schéma hiérarchique et descendant. Ce projet a été rejeté par l'assemblée. La Constitution *Lumen gentium* part du peuple de Dieu, concept entièrement nouveau dans le discours officiel de l'Église: tous les baptisés sont fondamentalement égaux par le baptême et par la foi commune, ils jouissent d'un sacerdoce commun. Ils constituent un peuple qui est structuré par des ministères qui sont à son service. Ce ministère ne s'articule pas à partir du pape, mais à partir de l'évêque, l'ensemble des évêques constituant un collège présidé par le pape. Un chapitre est ensuite consacré aux laïcs, les pasteurs étant invités à promouvoir la responsabilité des laïcs.

La valorisation de la responsabilité des laïcs dans l'Église doit beaucoup aux travaux du P. Congar, et en particulier ses *Jalons pour une théologie du laïcat* en 1953. Mais en 1954 l'œuvre théologique de Congar est condamnée par le Saint-Office (le prédécesseur de la Congrégation pour la doctrine de la foi) et Congar est interdit d'enseigner et de publier...

L'invitation adressée par *Lumen gentium* aux pasteurs de favoriser la responsabilité des laïcs est cependant exprimée dans un sens un peu paternaliste: «Les pasteurs, de leur côté, doivent reconnaître et promouvoir la dignité et la responsabilité des laïcs dans l'Église; ayant volontiers recours à la prudence de leurs conseils, leur remettant avec confiance des charges au service de l'Église, leur laissant la liberté et la marge d'action, stimulant même leur courage pour entreprendre de leur propre mouvement. Qu'ils accordent avec un amour paternel attention et considération dans le Christ aux essais, vœux et désirs proposés par les laïcs, qu'ils respectent et reconnaissent la juste liberté qui appartient à tous dans la cité terrestre» (n. 37).

### **1.2. Le sens d'*Apostolicam actuositatem***

*Apostolicam actuositatem* est un décret qui vient préciser les ouvertures de *Lumen gentium*. Les laïcs participent pleinement à la mission de l'Église, cette participation est exprimée en termes d'apostolat,

terme certainement marqué par le temps. Nous parlerions plus volontiers aujourd'hui d'évangélisation (et non de nouvelle évangélisation), dans le sens où, selon l'expression du pape François, l'Église a à être porteuse de la «joie de l'Évangile». Le préambule situe cette responsabilité des laïcs dans deux champs: «Les circonstances actuelles réclament d'eux un apostolat toujours plus intense et plus étendu. En effet l'augmentation constante de la population, le progrès des sciences et des techniques, la solidarité plus étroite entre les hommes ont non seulement élargi à l'infini le champ de l'apostolat des laïcs, en grande partie ouvert à eux seuls, mais ils ont fait surgir de nouveaux problèmes, qui réclament de leur part une vigilance et une recherche toutes particulières. Cet apostolat devient d'autant plus urgent que s'est affirmée, comme c'est normal, l'autonomie de nombreux secteurs de la vie humaine, entraînant parfois un certain délaissement de l'ordre moral et religieux, au grand péril de la vie chrétienne. Il faut ajouter qu'en de nombreuses régions les prêtres sont très peu nombreux ou parfois privés de la liberté indispensable à leur ministère, de sorte que, sans le travail des laïcs, l'Église et son action ne pourraient que difficilement être présentes» (n. 1). D'un côté donc une présence d'Évangile sur des terrains où ils sont seuls compétents, face à de nouveaux problèmes, et dans un contexte de sécularisation de la société, marqué par l'indifférence voire l'hostilité vis-à-vis de la foi et de l'Église. D'un autre côté, compte tenu du manque de prêtres, une responsabilité qu'on pourrait appeler complémentaire.

On peut dire que dans notre société européenne l'urgence de ces deux champs de la présence et de la responsabilité des laïcs n'ont fait que croître: les défis sociétaux du présent, avec les ravages du point de vue économique et social d'une domination sans freins du marché et les questions multiples soulevées dans le domaine éthique et en particulier bioéthique; et d'autre part, la raréfaction des vocations sacerdotales avec la question de l'animation des communautés.

«Il y a dans l'Église diversité de ministères, mais unité de mission. Le Christ a confié aux apôtres et à leurs successeurs la charge d'enseigner, de sanctifier et de gouverner en son nom et par son pouvoir. Mais les laïcs rendus participants de la charge sacerdotale, prophétique et royale du Christ assument, dans l'Église et dans le monde, leur part dans ce qui est la mission du Peuple de Dieu tout entier. [...] Le propre de l'état des laïcs étant de mener leur vie au milieu du monde et des affaires profanes; ils sont appelés par Dieu à exercer leur apostolat dans le monde à la manière d'un ferment, grâce à la vigueur de leur esprit chrétien» (n. 2).

La Constitution *Gaudium et spes* a fortement valorisé la présence de l'Église dans le monde: le salut ne porte pas seulement sur la vie après la mort, il s'exprime déjà dans la transformation du monde. Cette accentuation doit beaucoup aux travaux de Gustave Thils et de ses deux volumes sur la *Théologie des réalités terrestres* (1946 et 1949), qui déjà insistent sur la responsabilité des laïcs. *Apostolicam actuositatem* accentue fortement cette dimension de la responsabilité des laïcs: «L'œuvre de rédemption du Christ, qui concerne essentiellement le salut des hommes, embrasse aussi le renouvellement de tout l'ordre temporel. La mission de l'Église, par conséquent, n'est pas seulement d'apporter aux hommes le message du Christ et sa grâce, mais aussi de pénétrer et de parfaire par l'esprit évangélique l'ordre temporel. Les fidèles laïcs accomplissant cette mission de l'Église, exercent donc leur apostolat aussi bien dans l'Église que dans le monde, dans l'ordre spirituel que dans l'ordre temporel. Bien que ces ordres soient distincts, ils sont liés dans l'unique dessein divin; aussi Dieu lui-même veut-il, dans le Christ, réassumer le monde tout entier, pour en faire une nouvelle créature en commençant dès cette terre et en lui donnant sa plénitude au dernier jour» (n. 5). Dans cette perspective, est soulignée la responsabilité vis-à-vis du développement de tous les peuples, en insistant sur le fait qu'il s'agit d'abord de répondre aux exigences de la justice, la charité ne pouvant s'y substituer (n. 8).

Après avoir pris en compte différents champs de l'apostolat (communautés ecclésiales, famille, jeunes, milieu social, secteurs national et international), le décret situe les divers modes d'apostolat ou d'action des laïcs. Il y a d'abord l'apostolat individuel qui est essentiellement celui du témoignage et à l'occasion de la parole. Puis, il y a surtout l'apostolat organisé: les différents groupements et associations qui sont un lieu de ressourcement et de soutien pour leur membres. L'Action catholique est fortement valorisée. Le texte précise que les mouvements liés à l'Action catholique sont une forme de collaboration avec la hiérarchie qui en a la haute direction. On peut se demander si cette manière de présenter les choses n'est pas de fait en tension, voire en contradiction, par rapport à ce qui a été dit sur la responsabilité propre des laïcs et de leurs initiatives. Comme on le sait, les textes conciliaires sont marqués à la fois par un souffle nouveau, et par des compromis qu'on peut interpréter comme des concessions acceptées par la majorité afin d'approcher le maximum de consensus.

Il faut remarquer que la question de la place et du rôle des femmes est à peine évoqué: «Comme de nos jours les femmes ont une part de

plus en plus active dans toute la vie de la société, il est très important que grandisse aussi leur participation dans les divers secteurs de l'apostolat de l'Église» (n. 9). En dehors de ce passage très vague, le mot femme n'apparaît que deux fois dans l'expression les hommes et les femmes (nn. 10 et 32).

Le préambule traçait deux axes de l'activité et de la responsabilité des laïcs: tout ce qui concerne l'ordre temporel dans un monde en mutation rapide, puis le rôle qu'ils ont à jouer du fait de la pénurie des prêtres. Mais dans la suite du texte, rien n'est dit sur ce second axe.

### 1.3. Les ouvertures de *Dei Verbum*

Mais si on veut situer correctement l'apport de Vatican II concernant la place et la responsabilité des laïcs dans l'Église, il est important de mettre en rapport *Apostolicam actuositatem* non seulement avec *Lumen gentium* et *Gaudium et spes*, mais aussi avec la Constitution sur la révélation, *Dei Verbum*, dont le cardinal Danneels dit quelle elle est peut-être le document doctrinal le plus important de Vatican II.

*Dei Verbum* est le document qui a été le plus débattu et dont le cheminement a été le plus difficile et controversé à Vatican II. Le document préparatoire sur la révélation, élaboré par la curie, aurait dû être traité en premier, comme fondement théologique de tout le travail du Concile. Pour la théologie développée par ce projet, il y a deux sources autonomes de la révélation: l'Écriture et la Tradition, et le magistère est seul habilité à interpréter le sens de la révélation. Quelques cardinaux font savoir à Jean XXIII que ce texte en tant que tel est inacceptable. Afin d'éviter un blocage dès l'ouverture du Concile, le pape demande qu'on étudie d'abord le projet de texte sur la liturgie: assez rapidement il y a un accord sur les grandes lignes de ce que sera le document, à partir d'une sérieuse amélioration du projet. Le texte sur la révélation est introduit ensuite: les débats sont très houleux. Pour éviter que le texte soit simplement rejeté, Jean XXIII propose que l'assemblée demande de retravailler fondamentalement le texte. Ce qui est très largement accepté.

La commission théologique créée pour ce travail se heurte à de grandes difficultés internes, les options sont très conflictuelles. Un nouveau texte n'est prêt que pour la troisième session, en 1964. De nouveau une majorité importante demande une révision. Lors de la quatrième session, après l'introduction de nombreux amendements sur le texte révisé, le document est finalement approuvé à la fin de celle-ci, le 18 novembre 1965, par 2.081 oui et 27 non.

*Dei Verbum* promeut fortement la lecture de la Bible par tous les croyants, l'Écriture comme source de la théologie et de la liturgie, et le travail autonome des exégètes et des sciences bibliques au service de l'ensemble de la communauté chrétienne. Ici aussi, le texte final rompt avec les propositions de la curie, selon lesquelles le travail de l'exégèse doit être étroitement soumis au contrôle de la théologie et du magistère.

La Tradition est l'interprétation par l'Église de la révélation. Se pose dès lors une question fondamentale: comment aujourd'hui interpréter le sens de la révélation? comment s'actualise-t-elle dans l'Église? Autrement dit, comment interpréter la Tradition? Le n° 8 de *Dei Verbum* répond à cette question. Ce paragraphe assez bref est celui qui a été sans doute le plus débattu, écrit et réécrit au cours des différentes versions du texte.

«Cette Tradition qui vient des apôtres se poursuit dans l'Église, sous l'assistance du Saint-Esprit: en effet, la perception des choses aussi bien que des paroles transmises s'accroît, soit par la contemplation et l'étude des croyants qui les méditent en leur coeur (cf. Luc 2, 19 et 51), soit par l'intelligence intérieure qu'ils éprouvent des choses spirituelles, soit par la prédication de ceux qui, avec la succession épiscopale, reçoivent un charisme certain de vérité. Ainsi l'Église, tandis que les siècles s'écoulent, tend constamment vers la plénitude de la divine vérité, jusqu'à ce que soient accomplies en elle les paroles de Dieu.»

La Tradition est proprement apostolique, non pas en raison d'une succession continue et matérielle, mais par le fait qu'elle est fondée sur les Apôtres. On peut donc dire que la Tradition est apostolique parce que l'Église elle-même est apostolique (comme le dit le Credo), en reposant sur les Apôtres et en étant fidèle à leur témoignage. De ce point de vue, la succession n'est qu'un des aspects, et pas le plus important, de cette apostolicité. C'est l'Église (et *Lumen Gentium* dit bien clairement que l'Église est tout le peuple de Dieu) qui croit et transmet fidèlement tout ce qu'elle croit.

La Tradition est une réalité vivante: elle n'est pas un objet inerte qu'on se transmet de génération en génération comme une relique. Elle est la foi elle-même en histoire s'alimentant constamment à sa source, le Christ, par le témoignage apostolique, pour vivre, agir, s'épanouir dans le présent.

Cette Tradition progresse; elle se développe et s'approfondit. Trois instances concourent à cet approfondissement: 1° la contemplation et l'étude des croyants: il s'agit de tout le travail théologique au sens le plus large dont les croyants (et parmi eux les théologiens) sont les acteurs;

2° l'intelligence des réalités spirituelles que les croyants expérimentent: la profondeur et la vérité de l'expérience spirituelle est aussi chemin d'approfondissement de la Tradition, parce que cette expérience ouvre vraiment à l'intelligence de la foi; 3° la prédication de ceux qui «ont reçu un charisme certain de vérité»: est ici affirmé le rôle propre et particulier des évêques.

Par rapport à *Lumen gentium* et à *Apostolicam actuositatem*, apparaît ici une responsabilité importante des croyants en tant que tels, donc des laïcs, dans le discernement du sens de la foi dans l'aujourd'hui de l'Église. Il s'agit d'une expression du sens de la foi dont les laïcs sont porteurs. *Lumen gentium* dit que le Christ fait des laïcs témoins «en les pourvoyant du sens de la foi et de la grâce de la parole» (n. 35).

Le rapport de l'Église à la vérité de la foi est de l'ordre du chemin, un chemin qui n'est pas encore pleinement accompli: «L'Église, tandis que les siècles s'écoulent, tend constamment vers la plénitude de la divine vérité, jusqu'à ce que soient accomplies en elle les paroles de Dieu», et encore: «l'Esprit Saint [...] introduit les croyants dans la vérité tout entière» (*Dei Verbum*, n. 8). Cette vérité tout entière est donc d'ordre eschatologique, et nous sommes en chemin.

Une des difficultés majeures du présent de l'Église réside dans cette articulation, ou plutôt dans ce défaut d'articulation entre ces trois acteurs que sont les théologiens («la contemplation et l'étude des croyants qui les méditent dans leur cœur»), le peuple des croyants («l'intelligence intérieure qu'ils éprouvent des choses spirituelles»), les évêques («la prédication de ceux qui, avec la succession épiscopale, reçoivent un charisme certain de vérité»), et plus particulièrement le magistère de l'Église<sup>2</sup>.

L'absence de cette articulation, c'est-à-dire d'un espace de débat et de dialogue franc entre les trois types d'acteurs, ayant chacun sa spécificité, a de lourdes conséquences pour l'ensemble de la vie de l'Église. De ce fait, chacun des trois acteurs est menacé de déviance, parce que les conditions de l'action de l'Esprit ne sont plus données. Les théologiens sont tentés soit de ne pas dire ce qu'ils pensent réellement ou de se cantonner dans des matières qui n'ont pas de véritables enjeux pour la communauté ecclésiale, et cela par peur de la répression romaine, soit de se radicaliser

---

<sup>2</sup> Il est intéressant de noter que dans cette phrase concernant les évêques une rédaction antérieure du texte, amendé par l'assemblée, nommait le pape et son caractère infaillible: ces mots ont disparu dans la version finale.

au risque de se faire exclure ou marginaliser. Les communautés ou groupe chrétiens peuvent dériver parce qu'elles n'ont pas de véritable vis-à-vis qui les écoute et les accompagne dans leur pratique et leur réflexion. Mais le magistère lui-même est menacé de dérive. *Humanae vitae* est l'expression d'une de ces dérives et il y en a d'autres: refusant le véritable débat et l'écoute tant des théologiens que du témoignage de foi des croyants à partir de leur expérience, le magistère n'est plus dans les conditions où l'Esprit peut apporter sa lumière.

## **2. LES FRUITS DE VATICAN II ET LES LIMITES DE SA MISE EN ŒUVRE EN CE QUI CONCERNE LES LAÏCS DANS L'ÉGLISE.**

### **2.1. Une nouvelle conscience des laïcs**

Il y a d'abord une évidence: Vatican II dans le contexte de la culture contemporaine a fortement contribué au développement d'une prise de conscience des laïcs dans l'Église. La Constitution sur la liturgie, *Sacrosanctum concilium*, le premier document publié, a eu une influence considérable dans les communautés chrétiennes et a profondément changé le rapport entre le célébrant et l'assemblée appelée à être plus participative.

Un des fruits majeurs de Vatican II est certainement le fait que de nombreux laïcs, à titre personnel ou en groupe, se sont réapproprié la lecture de la Bible, et celle-ci, en particulier les évangiles, est devenue une référence majeure dans leur réflexion et dans la pratique qui l'inspire. Dans l'ensemble, il y a aussi beaucoup plus de laïcs formés.

Dans nombre de paroisses ont été mis en place des conseils paroissiaux et au niveau des diocèses des conseils pastoraux, qui ont contribué à dynamiser la vie des communautés locales et des diocèses. Il y a eu aussi nombre de synodes diocésains.

Dans les années qui ont suivi le Concile, l'Action catholique a certainement dans la plupart de nos pays connu un déclin assez marqué, et elle a été aussi le lieu de conflits institutionnels concernant le contrôle hiérarchique de certains mouvements: le plus caractéristique a été la création de la CIJOC avec le soutien direct des instances romaines contre la JOC Internationale et le retrait du mandat officiel de celle-ci. Mais d'autres instances ecclésiales portées essentiellement par des laïcs ont vu le jour, comme Caritas (mais ici encore Rome a cherché à



davantage contrôler l'institution), Justice et Paix, Pax Christi. De même des institutions de caractère plus professionnel: Pax Romana du côté des universités, Uniapac pour les entrepreneurs et cadres, l'UCIP pour les journalistes d'inspiration chrétienne (mais une fois encore, pas assez alignée, Rome lui a retiré la reconnaissance en tant que membre des OIC – Organisations internationales catholiques).

Des initiatives nouvelles sont apparues, comme les nouvelles communautés, souvent d'inspiration charismatiques et constituées principalement de laïcs, et des nouveaux mouvements comme l'Opus Dei, les Légionnaires du Christ, ou San Egidio, très différents entre eux.

## 2.2. L'évolution postconciliaire

Il faut reconnaître que l'évaluation globale des fruits de Vatican II en ce qui concerne la responsabilité des laïcs dans l'Église est assez mitigée. Très rapidement, au cours même du Concile, il y a eu un mouvement de reprise en mains de la part de l'autorité magistérielle. Alors que Jean XXIII faisait pleinement confiance aux pères conciliaires, Paul VI s'est montré beaucoup plus interventionniste, en court-circuitant à l'occasion le *praesidium* de l'assemblée. Il s'est opposé à ce qu'on parle du statut des divorcés remariés au sein de l'Église (la question avait été posée explicitement par un des coprésidents, le cardinal Suenens); il s'est opposé à ce qu'on parle du célibat des prêtres; et il a postposé la question de la contraception, également posée, en la confiant à une commission postconciliaire.

Paul VI créa donc une commission chargée de préparer une position doctrinale de l'Église concernant la contraception. Bien qu'ayant de cette manière disqualifié le Concile sur cette question, la façon dont le pape constitua cette commission correspondait à l'esprit du Concile et à l'équilibre des acteurs esquissé par *Dei Verbum*: cette commission était composée d'évêques, de théologiens et de laïcs représentants des pastorales familiales. La commission aboutit à une conclusion très majoritaire et très claire: il n'y a aucune objection théologique de principe permettant d'exclure l'usage de contraceptifs. Non satisfait par ce résultat, Paul VI remodela la commission en excluant certains membres et en y introduisant d'autres, et en lui demandant d'approfondir la question. Mais le résultat fut le même. À la surprise générale, le 25 juillet 1968, Paul VI publia l'encyclique *Humanae vitae* condamnant sans appel toute utilisation de contraceptifs. C'était un désaveu clair de l'expérience

croyante laïque et du travail des théologiens qui l'accompagnait. Le choc dans l'ensemble de l'Église en Occident fut dramatique. Certains épiscopat, comme en Belgique et en Allemagne, publièrent une note pastorale qui, sans contredire l'enseignement de l'encyclique, affirmait le primat de la conscience.

Tous les observateurs de la vie de l'Église catholique disent que *Humanae vitae* constitue un point de rupture majeur. Le crédit de la parole magistérielles dans le domaine éthique est profondément ébranlé. Les papes suivants, tant Jean-Paul II que Benoît XVI, ont eu beau répéter l'enseignement d'*Humanae vitae* et se référer explicitement au texte et à son caractère obligatoire, la très grande majorité des croyants n'en tient aucun compte.

On peut dire que le positif de cet événement dramatique est une sorte d'émancipation de la responsabilité éthique des croyants, avant tout les laïcs mais aussi les prêtres, dans le domaine de la sexualité. Mais cette émancipation présente aussi une face plus problématique: s'étant pastoralement et doctrinalement discrédité, le magistère a largement perdu sa capacité à jouer son rôle nécessaire de discernement au service de la communauté chrétienne. Dans ce domaine, pour une majorité de catholiques, il a perdu son crédit. Mais aussi, en raison de son intransigeance concernant toutes les questions qui portent sur le corps et sur les relations affectives, le magistère romain a largement perdu sa capacité à se faire entendre et à participer au débat sur ces questions au sein de la société civile et politique. Cela rejaillit aussi sur le magistère des évêques, plus ou moins contraints et forcés de s'aligner sur les positions romaines, nombre d'entre eux ayant d'ailleurs été choisis en partie en fonction de cela. Un exemple récent, autour de la question controversée du mariage pour tous en France. Il y a quelques années, lors de l'instauration du PACS, pacte civil de solidarité, instituant un statut public de l'union homosexuelle, les évêques se sont fortement mobilisés contre la loi ouvrant à cette institutionnalisation. Lors des débats portant sur le vote de la nouvelle loi, dite du mariage pour tous, les évêques se sont à nouveau fortement mobilisés. Dans une note doctrinale et pastorale, ils ont affirmé qu'après tout il suffirait d'améliorer le PACS, qu'ils avaient condamné sans appel quelques années plus tôt, mais en ajoutant que du point de vue éthique si on pouvait pour des raisons de justice reconnaître institutionnellement l'union homosexuelle, celle-ci ne pouvait être admise que si les partenaires de cette union s'abstenaient de toute activité sexuelle. On peut se demander quel crédit une telle parole peut avoir dans le contexte culturel actuel.

L'intransigeance de l'Église sur ces questions a un autre effet négatif dans la société: les mouvements laïques, au sens philosophique et politique du terme, se sont durcis et radicalisés sur ces questions, ce qui rend le débat politique d'autant plus difficile.

On sait très bien que dans les hôpitaux universitaires des deux universités catholiques de Louvain et Leuven, avec prudence et discernement, on effectue des avortements et des euthanasies. Au sein de ces deux institutions, il y a une commission éthique qui fait un excellent travail; dans ces commissions il y a des chrétiens profondément engagés dans leur foi. Mais ils ne peuvent s'exprimer publiquement sur leur expérience et sur la façon dont ils la réfléchissent. Dans la pratique, sur ces questions, tant les professionnels chrétiens que les croyants directement confrontés aux situations et décisions à prendre, sont renvoyés à leur conscience et, dans les meilleurs des cas, à des lieux plus ou moins discrets de discernement ou d'accompagnement pastoral. Ce n'est pas sain.

J'ai relevé aussi le fait, qu'au niveau des OIC, quand certaines de ces organisations ne sont plus publiquement porteuses de l'enseignement de l'Église, elles se font marginaliser et exclure de ce réseau...

Dans nombre de diocèses, il y a eu des synodes diocésains, qui ont été des lieux très dynamiques d'implication des laïcs. Mais de plus en plus, des demandes n'ont eu aucune suite et certaines questions ont été interdites de débat: le remariage des divorcés, le célibat des prêtres, la place et le rôle de la femme, l'autorité décisionnelle des conseils paroissiaux, etc. Nombre de propositions concrètes n'ont pas été prises en compte. De ce fait, bien des laïcs se sont démobilisés...

De plus en plus les théologiens sont aussi marginalisés: les plus ouverts et les plus critiques sont condamnés ou ont des difficultés avec la Congrégation pour la doctrine. La théologie de la libération est la première victime de cette reprise en mains.

Par rapport au dispositif dessiné par *Dei Verbum*, ce ne sont pas seulement les laïcs et les théologiens qui ont été marginalisés, ce sont aussi les conférences épiscopales. D'une part, au plan théologique, le cardinal Ratzinger, comme préfet de la Congrégation pour la doctrine, puis comme pape, a délégitimé théologiquement les conférences épiscopales valorisées par Vatican II: chaque évêque est responsable individuellement et en lien direct et personnel avec le pape. Pour s'exprimer collectivement, les conférences épiscopales doivent le faire à l'unanimité. D'autre part, au plan pratique, le Saint-Siège a cherché à remodeler les conférences

épiscopales les plus actives et engagées. Celle du Brésil, d'abord, qui n'a plus le souffle qu'elle avait à l'époque des cardinaux Arns et Lorscheider et de Helder Câmara: la conférence a été systématiquement divisée. Et aussi celle des États-Unis. Cette conférence a produit deux documents fondamentaux, après une très large consultation de tous les secteurs de la société américaine, le premier sur l'armement nucléaire, le second sur l'économie. Ces deux documents étaient très critiques vis-à-vis de la politique gouvernementale. La Congrégation des évêques a critiqué la procédure: les évêques auraient renoncé à leur responsabilité propre! Quand la conférence épiscopale a entrepris l'élaboration d'un nouveau document sur la place des femmes dans la société et dans l'Église, Rome a interdit la poursuite du projet.

En Allemagne, la loi prévoit que toute femme faisant une demande d'avortement doit s'adresser à un centre d'accueil et de discernement qui lui fournit ensuite une attestation indispensable pour qu'elle puisse obtenir l'avortement. Beaucoup de diocèses ont donc ouvert de tels lieux d'accueil. Résultat: la majorité des femmes venant consulter ces centres ont renoncé à leur demande, à la différence notable de ce qui se passait dans les centres publics. Celles qui persistaient dans leur demande recevaient l'attestation requise. La Congrégation pour la doctrine est intervenue: par cette manière de faire l'Église autorisait donc l'avortement, ce qui est inacceptable; elle a donc imposé la fermeture de tous ces centres. Résultat: la doctrine est sauve, mais le nombre d'avortements a augmenté! Terminant sa charge de président de la conférence épiscopale allemande, le cardinal Lehmann a publiquement déclaré que cette décision romaine avait été l'événement le plus douloureux de tout son épiscopat.

Aux Pays-Bas, en 1967, la conférence épiscopale décide de l'organisation d'un Concile pastoral néerlandais. Cette Église qui était particulièrement conservatrice est, à la suite du Concile, en pleine ébullition. Dans l'esprit du Concile et de *Dei Verbum*, les évêques lancent donc ce processus en vue d'un concile national. La conférence épiscopale est caractérisée par quelques grandes personnalités théologiques et spirituelles, en particulier le cardinal Alfrink, qui jouissent d'un immense prestige non seulement dans l'Église mais aussi dans l'ensemble de la société. Une phase de très large consultation est lancée. Rome intervient: il ne peut être question de parler de concile, il faut parler de synode national. Lors des premières assemblées du synode, les propositions vont dans tous les sens, parfois extrêmes. Les évêques jouent un jeu remarquable de modération et d'équilibrage. Paul VI prend peur. Il

interdit la poursuite du processus. Puis nomme systématiquement des évêques extrêmement conservateurs, en prenant appui sur une petite minorité très conservatrice de l'Église hollandaise. C'est la fracture au sein de l'Église. Le cardinal Danneels est appelé quelques années plus tard à jouer un rôle de modérateur au sein de la conférence épiscopale et en revient tout à fait découragé. Peu avant la visite du pape Jean-Paul II, le 8 mai 1985, un groupe de catholiques critiques organise une grande célébration de protestation à La Haye, au Malieveld. Edward Schillebeeckx y prend la parole. Cette célébration rassemble plus de monde que celles qui seront organisées pendant la visite du pape... Naît alors le Mouvement du huit mai, Acht mei beweging, qui met en place une véritable Église parallèle, avec ses propres lieux de formation et ses paroisses adhérentes. Le mouvement ne se dissoudra qu'en 2003, en trouvant un *modus vivendi* avec les nouveaux évêques un peu moins conservateurs. On peut dire que contre l'esprit même de Vatican II, Rome a brisé l'Église des Pays-Bas qui ne s'en est pas encore remise.

Pour les Églises locales et pour les laïcs en particulier le bilan du Concile est donc à tracer en noir et blanc, ou en gris, avec ombres et lumières. Beaucoup d'initiatives nouvelles, du dynamisme, mais aussi découragements et abandons. La situation de plus en plus minoritaire de l'Église n'est pas due seulement à la sécularisation, mais aussi à sa perte de crédit en raison de ses blocages par rapport aux inspirations fondamentales de Vatican II.

### **2.3. Vint le pape François**

Où en sommes-nous? Il est évident qu'avec le pape François un souffle nouveau se fait sentir dans l'Église. Le style de la papauté a radicalement changé: les attitudes et les gestes, les paroles et les décisions. Et cela dès le jour même de l'élection: lors de sa première apparition, sa demande que la foule prie pour lui avant de la bénir; le fait qu'il ait lui-même été régler sa note à la résidence où il logeait pendant le conclave. Sa décision quasi immédiate de ne pas résider dans les appartements pontificaux, mais à Sainte-Marthe. Les invitations à sa table des personnes travaillant au Vatican: jardiniers, personnel d'entretien. Sa manière d'aller lui-même rencontrer les pauvres en soirée (à la frayeur des services de sécurité). La célébration du Jeudi saint dans une maison de détention pour jeunes, en lavant lui-même les pieds de certains de ces jeunes, dont des jeunes filles (ce que le rituel interdit!) et parmi elles une jeune musulmane. Sa visite à Lampedusa. On peut continuer, la liste est très longue. Ce qui se dégage,

c'est la simplicité, la proximité par rapport aux pauvres et aux petites gens, la distance prise par rapport aux conventions et au cérémonial.

François parle, il s'exprime beaucoup. Trois textes plus importants. D'abord la longue interview qu'il a donnée au jésuite Antonio Spadaro (septembre 2013), reprise dans de nombreuses revues jésuites dans le monde, entre autres en version condensée dans *Études*, et en version complète sur le site de la revue. Ensuite la lettre écrite à au philosophe athée Eugenio Scalfari, publiée dans *La Repubblica*, suite à deux éditoriaux de ce dernier. Enfin et surtout l'exhortation apostolique *Evangelii gaudium* (novembre 2013), publiée comme conclusion du synode sur l'annonce de l'Évangile. Ce qui se dégage d'abord de ces textes, c'est l'humanité évangélique de l'homme, sa distance prise par rapport à un discours avant tout doctrinal, son insistance constante sur la miséricorde, c'est-à-dire l'attention bienveillante aux personnes, à ce qu'elles vivent, à leurs blessures et souffrances: il parle de la nécessité d'accompagner l'humanité dans tous ses processus.

Je retiens ici rapidement quelques éléments d'*Evangelii gaudium*, en lien avec notre réflexion sur le présent de l'Église et la responsabilité des laïcs, bien que le texte ne traite pas directement de cette question.

Quelques options importantes s'expriment à travers ces textes, entre autres du point de vue institutionnel. D'abord, une certaine relativisation de l'autorité pontificale sur l'ensemble de l'Église. Le titre que François préfère est simplement: évêque de Rome. Corrélativement, cela signifie une plus grande responsabilité et autonomie des épiscopats locaux: «Je ne crois pas qu'on doive attendre du magistère papal une parole définitive ou complète sur toutes les questions qui concernent l'Église et le monde. Il n'est pas opportun que le Pape remplace les Épiscopats locaux dans le discernement de toutes les problématiques qui se présentent sur leurs territoires. En ce sens, je sens la nécessité de progresser dans une "décentralisation" salubre» (n. 16). Et il dit son souhait que soit «explicité un statut des conférences épiscopales qui les conçoive comme sujet d'attributions concrètes, y compris une certaine autorité doctrinale authentique. Une excessive centralisation, au lieu d'aider, complique la vie de l'Église et sa dynamique missionnaire» (n. 32).

Une vision fondamentale de l'Église, une Église en sortie et aux portes ouvertes: «Je préfère une Église accidentée, blessée et sale pour être sortie par les chemins, plutôt qu'une Église malade de la fermeture et du confort de s'accrocher à ses propres sécurités. Je ne veux pas une Église préoccupée d'être le centre et qui finit renfermée dans un

enchevêtrement de fixations et de procédures» (n. 49). Il critique l'attitude d'un certain nombre de pasteurs qui manifestent «un soin ostentatoire de la liturgie, de la doctrine ou du prestige de l'Église, mais sans que la réelle insertion de l'Évangile dans le Peuple de Dieu et dans les besoins concrets de l'histoire ne les préoccupe. De cette façon la vie de l'Église se transforme en une pièce de musée, ou devient la propriété d'un petit nombre» (n. 95). Il insiste sur la reconnaissance d'un certain pluralisme des Églises locales: «Ce n'est pas faire justice à la logique de l'incarnation que de penser à un christianisme monoculturel et monocorde. S'il est bien vrai que certaines cultures ont été étroitement liées à la prédication de l'Évangile et au développement d'une pensée chrétienne, le message révélé ne s'identifie à aucune d'entre elles et il a un contenu transculturel. C'est pourquoi, en évangélisant de nouvelles cultures ou des cultures qui n'ont pas accueilli la prédication chrétienne, il n'est pas indispensable d'imposer une forme culturelle particulière, aussi belle et antique qu'elle soit, avec la proposition de l'Évangile» (n. 117).

Économiquement, le pape s'en prend à l'idolâtrie de l'argent, au règne exclusif du marché, à un système économique excluant et augmentant systématiquement les inégalités. Il s'en prend aussi à une culture individualiste et attachée au paraître.

Sans s'étendre longuement, François souligne le rôle des laïcs dans l'Église, en relevant deux limites pour qu'ils puissent effectivement assumer pleinement leur responsabilité: le manque de formation et le cléricalisme: «Les laïcs sont simplement l'immense majorité du peuple de Dieu. À leur service, il y a une minorité: les ministres ordonnés. La conscience de l'identité et de la mission du laïc dans l'Église s'est accrue. Nous disposons d'un laïcat nombreux, bien qu'insuffisant, avec un sens communautaire bien enraciné et une grande fidélité à l'engagement de la charité, de la catéchèse, de la célébration de la foi. Mais la prise de conscience de cette responsabilité de laïc qui naît du Baptême et de la Confirmation ne se manifeste pas de la même façon chez tous. Dans certains cas parce qu'ils ne sont pas formés pour assumer des responsabilités importantes, dans d'autres cas pour n'avoir pas trouvé d'espaces dans leurs Églises particulières afin de pouvoir s'exprimer et agir, à cause d'un cléricalisme excessif qui les maintient en marge des décisions» (n. 102). Sur cette question du cléricalisme, François a été encore plus net en s'adressant aux évêques membres du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), à Rio de Janeiro, le 28 juillet 2013, vaut aussi pour bien d'autres Églises: «*Le cléricalisme* est aussi une tentation très actuelle en Amérique

latine. Curieusement, dans la majorité des cas, il s'agit d'une complicité pécheresse: le curé cléricalisé et le laïc lui demande à être cléricalisé, parce que c'est finalement plus facile pour lui.»

Vis-à-vis de la culture, François est aussi en clair décalage par rapport à Benoît XVI et à sa dénonciation constante du relativisme et d'une culture de mort: «Il est vrai que, dans notre relation avec le monde, nous sommes invités à rendre compte de notre espérance, mais non pas comme des ennemis qui montrent du doigt et condamnent. Nous sommes prévenus de manière très évidente: “Que ce soit avec douceur et respect” (1 P 3, 16), et “en paix avec tous si possible, autant qu'il dépend de vous” (Rm 12, 18). Nous sommes aussi appelés à essayer de vaincre le “mal par le bien” (Rm 12, 21), sans nous lasser de “faire le bien” (Ga 6, 9) et sans prétendre être supérieurs, mais considérant plutôt “les autres supérieurs à soi” (Ph 2, 3)» (n. 271). Une attitude donc d'humble dialogue, ce qui ne signifie pas absence de tout esprit critique.

Deux questions à la lecture d'*Evangelii gaudium*, et plus généralement concernant les options du pape. L'exhortation est extrêmement ouverte. Elle comporte cependant deux verrous très clairement affirmés. Le premier concerne l'accès des femmes au ministère presbytéral. «Les revendications des droits légitimes des femmes, à partir de la ferme conviction que les hommes et les femmes ont la même dignité, posent à l'Église des questions profondes qui la défient et que l'on ne peut éluder superficiellement. Le sacerdoce réservé aux hommes, comme signe du Christ Époux qui se livre dans l'Eucharistie, est une question qui ne se discute pas, mais peut devenir un motif de conflit particulier si on identifie trop la puissance sacramentelle avec le pouvoir» (n. 104). Le second verrou porte sur l'avortement: «Parmi ces faibles, dont l'Église veut prendre soin avec prédilection, il y a aussi les enfants à naître, qui sont les plus sans défense et innocents de tous, auxquels on veut nier aujourd'hui la dignité humaine afin de pouvoir en faire ce que l'on veut, en leur retirant la vie. [...] Précisément parce qu'il s'agit d'une question qui regarde la cohérence interne de notre message sur la valeur de la personne humaine, on ne doit pas s'attendre à ce que l'Église change de position sur cette question. Je veux être tout à fait honnête à cet égard. Cette question n'est pas sujette à de prétendues réformes ou à des “modernisations”. Ce n'est pas un progrès de prétendre résoudre les problèmes en éliminant une vie humaine» (nn. 213 et 214).

L'autre question est plus générale, mais n'est pas sans lien. Au cœur de l'attitude et du message de François, il y a la miséricorde. On sait que



sa théologie est plutôt traditionnelle. Je pense que prendre au sérieux la miséricorde a aussi des conséquences théologiques si on veut être cohérent. Ce sont sans doute certains principes moraux et doctrinaux qui demandent à être réinterrogés, entre autres à partir de l'expérience des laïcs. Je reviendrai là-dessus.

J'ai souligné la nouveauté des gestes et attitudes de François. Je me suis arrêté assez longuement sur le contenu de sa parole. Mais il y a aussi ses premières décisions. Il dit sa volonté de décentralisation. Celle-ci implique à la fois une réforme profonde de la curie et de son fonctionnement et une écoute attentive des Églises locales, en leur reconnaissant davantage d'autonomie (ce deuxième point est clairement exprimé dans *Evangelii gaudium*). Afin de mettre en œuvre cette double réforme, François a créé un nouvel organe de conseil, constitué de huit cardinaux qui ont tous des responsabilités importantes dans les grandes régions de l'Église catholique. Il y a là une expression claire de sa volonté de collégialité. Sa méthode est d'écouter longuement, de débattre et puis de décider personnellement. Il a déjà dit que les réformes prendraient du temps. Il a effectué plusieurs nominations importantes au sein de la curie, en éliminant quelques figures parmi les plus conservatrices et en nommant des personnalités plus centristes, plus consensuelles.

Beaucoup se réjouissent dans l'Église et dans la société en dehors de l'Église de ce souffle nouveau et sont portés par l'espérance. Certains, par contre, en sont aussi effrayés et s'en inquiètent, et organisent la résistance. Un théologien italien, le professeur Pietro de Marco, de la faculté de théologie de l'université de Florence, publie le 2 octobre 2013 un long article, qui commence par ces mots<sup>3</sup>: «Je me sens tenu en conscience d'interrompre le chœur de courtisans, composé de personnalités laïques et ecclésiastiques trop connues, qui accompagne depuis plusieurs mois les interventions publiques du pape Jorge Mario Bergoglio.» Il accuse François d'une pensée liquide, inconsistante, relativiste et en contradiction avec le magistère des papes Jean-Paul II et Benoît XVI. Par ailleurs, suite à la publication de l'exhortation *Evangelii gaudium*, une série d'articles dans la grande presse aux États-Unis accuse explicitement le pape de communisme. Et il semble bien qu'un évêque américain a dit publiquement qu'il espérait que ce règne ne dure pas trop longtemps. Les réformes voulues par François ne sont donc pas gagnées.

---

<sup>3</sup> Traduction française sur le site [www.chiesa](http://www.chiesa) du 7 octobre (l'éditeur de ce site Sandro Magister est un ratzingérien très affirmé).

### 3. DES QUESTIONS EN SUSPENS

Je pense que dans la théologie largement dominante, y compris dans la théologie conciliaire, il y a deux points aveugles. Qu'est-ce que j'entends par là? Le point aveugle est, dans l'œil, l'endroit de la rétine où aboutit le nerf optique et où il n'y a pas de cellule visuelle. Analogiquement et de manière imagée, un point aveugle est quelque chose qu'on ne voit pas et qu'on ne sait pas qu'on ne le voit pas. Ces deux points aveugles dans l'Église concernent les ministères et l'anthropologie. Ils touchent directement les deux verrous placés par François et ils ont des conséquences considérables sur la prise en compte d'une véritable responsabilité des laïcs dans l'Église.

#### 3.1. Au sujet des ministères

Faut-il ou non ordonner des femmes prêtres? Sans hésiter je dirais oui, mais ce oui est profondément insuffisant et insatisfaisant. Avant de préciser les choses, je suis convaincu de ce que culturellement la position de l'Église catholique concernant les femmes est intenable à moyen terme. Mais je pense aussi qu'ordonner des femmes, si souhaitable cela puisse être, ne résoudra pas le problème fondamental posé par la théologie des ministères aujourd'hui. Jean Rigal fait remarquer que s'il y a une telle crise des vocations c'est dû, pour une part au moins, parce que «la société actuelle ne veut plus reproduire le modèle de prêtre issu de son passé religieux de chrétienté»

Nous pouvons observer que le discours théologique de l'Église concernant le ministère presbytéral et son rapport à l'eucharistie est marqué par une contradiction fondamentale.

D'un côté, l'Église dit et répète que l'eucharistie est constitutive de la communauté chrétienne. Mais tout en même temps, elle conditionne l'accès des communautés à l'eucharistie au fait qu'il y ait un prêtre disponible. Seul le prêtre sacramentellement ordonné a le «pouvoir» de faire l'eucharistie. Le discours ecclésial dit que ce pouvoir est un service. François le redit dans *Evangelii gaudium*: «Le sacerdoce réservé aux hommes, comme signe du Christ Époux qui se livre dans l'Eucharistie, est une question qui ne se discute pas, mais peut devenir un motif de conflit particulier si on identifie trop la puissance sacramentelle avec le pouvoir». Et il poursuit en disant que l'autorité sacramentelle «est toujours un service» (n. 105). Très clairement, le pape dénonce la recherche de pouvoir dans l'Église et les abus de pouvoir; il dénonce le carriérisme.

Mais je crois qu'il faut se demander si la question est bien posée de cette manière, et si elle ne nous enferme pas dans une impasse.

Quelques éléments de réflexion pour aborder les choses autrement, et ouvrir un avenir possible.

- Les ministères ne sont pas un pouvoir, ils sont un service, entendent souvent dire. Aucune institution ne peut fonctionner sans instances de pouvoir et exercice de pouvoir. Il en va de l'Église comme de toute autre institution. L'enjeu est que l'exercice du pouvoir soit de fait un service, et non le lieu d'un intérêt personnel: c'est une question éthique et spirituelle. Dire que, de ce point de vue, le ministère est un pouvoir ne me gêne pas. Mais il faut reconnaître que dans toute institution, il y a des abus de pouvoir. D'où l'importance des contrepouvoirs, qui n'ont guère de place dans le droit de l'Église.
- Si on relit les lettres de Paul et celles qui lui sont attribuées, il apparaît clairement que les ministères sont créés et institués comme services de la communauté (ce qui implique aussi qu'ils soient dotés d'un certain pouvoir...). Ils ne sont pas pensés en différenciant ontologiquement les sujets du ministère.
- Nous sommes piégés par une conception ontologique des sacrements. Ainsi du baptême: dans la théologie classique, tout enfant naît en état métaphysique (mais non moral) de péché; dans son être même, il est séparé de Dieu, par le baptême il devient enfant de Dieu... Pour l'eucharistie, le pain et le vin cessent d'être ontologiquement du pain et du vin: ils sont devenus, par un processus miraculeux, le corps et le sang du Christ. De même, le ministère ordonné sépare de quelque manière le diacre, le prêtre ou l'évêque des laïcs; ce statut ontologique différent confère un pouvoir sacré. Ainsi, pour la théologie classique, une eucharistie présidée par un laïc n'est en aucun cas une eucharistie: sacramentellement, il ne se passe rien.
- Cette théologie mène à des contradictions. Dans les hôpitaux et les prisons, il y a des aumôniers, homme ou femme, ou des équipes d'aumônerie (dans l'armée suisse le terme d'aumônières est utilisé pour des femmes pasteures exerçant la fonction d'aumônier). Le plus souvent ce sont des laïcs mandatés. Ils ou elles accompagnent spirituellement malades ou prisonniers, qui se confient à eux. Si à un moment, il s'agit de célébrer le sacrement des malades et de la réconciliation, il faut faire appel à un

prêtre, parachuté sans aucune relation avec la personne concernée. Le signe sacramentel de l'accueil qui pardonne est en fait brisé et réduit à un rite. À l'inverse, au Guatemala, pendant la période la plus brutale de répression des communautés indiennes soutenues dans leur résistance par l'Église, plusieurs prêtres et délégués ou déléguées de la parole (animateurs de communautés locales) ont été assassinés. La possession de la Bible a été interdite. En raison de cet état extrême de violence, les délégués de la parole ont demandé à l'évêque de quitter provisoirement le diocèse avec tous les prêtres en attendant que les choses se calment, pour éviter qu'ils soient tous tués. Après hésitation, l'évêque a accepté et il a confié les communautés aux animateurs laïcs. Dans l'une des communautés, réfugiée dans la montagne, une déléguée de la parole a expliqué: nous nous réunissions la nuit pour nous redire la Bible, afin de ne pas l'oublier, et nous partagions la tortilla au nom du Christ. Comment ne pas reconnaître une signification eucharistique sacramentelle dans un tel geste en mémoire du Christ dans une situation extrême de danger de mort?

- Cette théologie centrée sur l'identité sacrale du prêtre mène à une autre contradiction. En raison de la diminution du nombre de prêtres, dans différents pays occidentaux on a favorisé les célébrations dominicales non eucharistiques: en France, les ADAP (assemblées dominicales en l'absence de prêtres), rebaptisées ensuite plus positivement ADAL (assemblées dominicales animées par des laïcs). Généralement, il s'agissait d'une célébration développée de la parole, suivie d'une prière d'action de grâce (plus ou moins inspirée de la prière eucharistique), puis d'une distribution de la communion à partir d'hosties consacrées précédemment par le prêtre (éventuellement dans une autre église). Progressivement, la forme de ces ADAL a été mise en cause: ressemblant trop à une eucharistie, les fidèles ne percevaient plus la spécificité du ministère presbytéral. Donc, simplification et plus de distribution de la communion... Le critère n'est pas la qualité de la célébration pour la communauté; il n'est pas l'importance de l'eucharistie pour la communauté (même s'il s'agit d'une sorte d'eucharistie par participation); le critère est l'identité sacrale du prêtre.
- Schillebeeckx a élaboré une théologie du ministère renversant la hiérarchie des sacrements: au lieu de subordonner la célébration de l'eucharistie à la présence d'un prêtre, pensons les cho-

ses à partir des besoins de la communauté, et que l'Église crée les ministères qui permettent à la communauté de vivre pleinement sa foi. Ainsi pourrait-on créer un ministère sacramental délégué pour l'eucharistie et la réconciliation dans les aumôneries d'hôpitaux ou de prison, valable seulement dans ce contexte et sans ordination à vie. On pourrait réfléchir dans un même esprit à l'animation et la présidence des communautés paroissiales.

- Dans ce contexte, la question de l'ordination de femmes serait certainement un progrès, mais serait aussi une solution boiteuse: c'est l'ensemble des ministères pour l'homme et pour la femme qui demande à être repensé, en dépassant la frontière entre clerc et laïc. Il s'agit de promouvoir une diversification des ministères, assumés par des hommes ou des femmes, mariés ou célibataires, certains ou certaines d'entre eux seulement en faisant un engagement personnel à vie.

Il est évident que ce n'est pas possible aujourd'hui. Mais il importe d'ouvrir la pensée des possibles afin de le rendre un jour possible. Il importe aussi de penser les raisons des transgressions qui ont cours à l'heure actuelle. Certaines paroisses aux Pays-Bas sont présidées par des laïcs, hommes ou femmes, qui président aussi l'eucharistie, en raison du blocage total de la question dans l'Église et de l'impossibilité même d'en débattre avec les évêques qui, de fait, n'ont plus prise sur ce qui se passe dans leur diocèse. Je connais plusieurs petites communautés en Belgique qui célèbrent l'eucharistie en l'absence de prêtre. Aux États-Unis, des communautés religieuses féminines ont décidé qu'elles n'avaient plus besoin de prêtre et elles célèbrent entre elles. On sait aussi que des femmes catholiques ont été ordonnées prêtres par un ou des évêques dissidents: elles ont immédiatement été excommuniées... Certaines d'entre elles ont été ensuite ordonnées évêques.

Il ne s'agit pas ici d'approuver ou de condamner ces transgressions, de se demander si elles contribuent à faire avancer les choses ou si elles les bloquent davantage. La question à se poser est de savoir pourquoi on en arrive là, et si les raisons de ces transgressions ne demandent pas qu'on en débattenne très sérieusement et ouvertement, sans a priori d'exclusion.

### **3.2. Anthropologie et éthique**

Les questions éthiques occupaient une place très importante dans le discours public de Jean-Paul II et surtout de Benoît XVI. Il faudrait dire plutôt les questions dites éthiques. En effet, dans le discours politique général,

les questions éthiques se réfèrent au corps, à la sexualité, aux relations affectives, aux biotechnologies, comme si les questions économique-sociales n'étaient pas aussi d'ordre éthique. Sur ce dernier point, d'ailleurs, Jean-Paul II s'est exprimé de façon beaucoup plus abondante et ouverte que Benoît XVI. François revient avec force sur le terrain socio-économique. Jusqu'à présent, en ce qui concerne les questions litigieuses concernant le corps, François a clairement cherché à décentrer ces questions et à apaiser le débat, en portant son insistance sur la miséricorde plutôt que sur les interdits. L'accent est fondamentalement différent.

Deux citations. Dans son homélie, lors de la canonisation de Pierre Favre, François a mis en garde contre «la tentation de lier l'annonce de l'Évangile aux coups de bâton inquisiteurs, de condamnation. Non, l'Évangile s'annonce avec douceur, avec fraternité, avec amour» (02.01.14). Et dans l'interview avec le p. Antonio Sparado, pour les revues culturelles jésuites (octobre 2013): «Dans la vie de tous les jours, Dieu accompagne les personnes et nous devons les accompagner à partir de leur condition. Il faut accompagner avec miséricorde. Quand cela arrive, l'Esprit Saint inspire le prêtre afin qu'il dise la chose la plus juste. [...] Je pense à cette femme qui avait subi l'échec de son mariage durant lequel elle avait avorté; elle s'est ensuite remariée et elle vit à présent sereine avec cinq enfants. L'avortement lui pèse énormément et elle est sincèrement repentie. Elle aimerait aller plus loin dans la vie chrétienne: que fait le confesseur? Nous ne pouvons pas insister seulement sur les questions liées à l'avortement, au mariage homosexuel et à l'utilisation de méthodes contraceptives. Ce n'est pas possible. Je n'ai pas beaucoup parlé de ces choses, et on me l'a reproché<sup>4</sup>. Mais lorsqu'on en parle, il faut le faire dans un contexte précis. La pensée de l'Église, nous la

---

<sup>4</sup> Sandro Magister, l'éditeur du site *Chiesa*, ultra-ratzingérien, est de ceux-là: «l'élément qui explique plus que tout autre la bienveillance manifestée partout dans le monde par l'opinion publique laïque envers le pape François est le silence qu'observe celui-ci en matière de politique, en particulier sur les terrains minés où l'Église catholique se trouve le plus en opposition avec la culture dominante.

Avortement, euthanasie, mariage homosexuel, sont des mots que le pape François a jusqu'à maintenant délibérément évité d'employer dans sa prédication.

Le 16 juin, lors de la journée de célébration d'"*Evangelium vitae*", la vigoureuse encyclique de Jean-Paul II contre l'avortement et l'euthanasie, le pape Bergoglio a parlé, certes, mais ses propos ont été d'une brièveté et d'une généralité désarmantes, si on les compare à la formidable bataille à l'échelle mondiale que le pape Karol Wojtyła avait livrée en cette année 1995 et au cours de l'année précédente, avec comme épiscénario la conférence sur la population et le développement organisée au Caire par les Nations-Unies.

connaissons, et je suis fils de l'Église, mais il n'est pas nécessaire d'en parler en permanence» (octobre 2013). Cette phrase de François est caractéristique: il cite une situation concrète marquée par deux traits qui font difficulté dans l'Église, le remariage d'une personne divorcée et l'avortement; au sujet de cette personne, il dit clairement qu'elle s'est reconstruite positivement et cherche à approfondir sa foi. Il ne dit pas la réponse que l'Église peut lui donner.

Il faut distinguer l'attitude fondamentalement pastorale qui est celle de François des options théologiques fondamentales sous-jacentes. Or, il faut aujourd'hui sérieusement questionner l'anthropologie théologique qui sous-tend les positions officielles de l'Église, la pensée de l'Église selon l'expression de François.

Pour cette théologie, la nature au sens physique et biologique du terme est l'expression immédiate et claire de la volonté du Créateur, expression d'une loi inscrite dans la nature. C'est sur cette base qu'est construit le discours magistériel concernant la contraception, le statut de l'embryon, la procréation médicalement assistée, l'avortement, l'homosexualité ou l'euthanasie, discours fait principalement d'interdits. Mais cette anthropologie confrontée à ce que nous savons aujourd'hui des processus biologiques, d'une part, et à l'expérience humaine, d'autre part, est-elle intellectuellement et moralement tenable? Je prends deux exemples. Au sujet du statut de l'embryon: l'Église affirme clairement que dès la

---

Jean-Paul II et après lui Benoît XVI ont consacré énormément d'énergie à relever le défi historique représenté par l'idéologie actuelle en matière de naissance et de mort, mais également par la dissolution de la dualité, présente dès la création, entre homme et femme. Le pape Joseph Ratzinger avait consacré à cette seconde question son dernier grand discours à la curie, prononcé la veille de Noël dernier.

Et si ces deux papes ont senti encore davantage qu'ils avaient le devoir de servir de guides aux catholiques et d'en "confirmer la foi" à propos de ces questions cruciales, c'est précisément parce qu'ils étaient conscients de l'incertitude d'un grand nombre de fidèles et de la mollesse de beaucoup de conférences épiscopales nationales, les rares exceptions étant la conférence italienne, présidée par les cardinaux Camillo Ruini et Angelo Bagnasco, celle des États-Unis, présidée par les cardinaux Francis George et Timothy Dolan, et enfin la conférence française, présidée par le cardinal André Vingt-Trois.

La situation provoquée en France par la légalisation des mariages homosexuels, situation marquée récemment par l'extraordinaire réaction d'intellectuels et de masses populaires, catholiques ou non, est celle sur laquelle on attendait le plus le pape François au tournant.

Mais celui-ci n'a pas dit un seul mot pour soutenir l'action de l'Église de France, pas même lorsque, le 15 juin, il a reçu au Vatican les parlementaires du "Groupe d'amitié France- Saint-Siège"» (*Chiesa* 24.06.13)

fécondation et la constitution de la première cellule il y a réalité humaine, et plusieurs documents parlent de personne humaine. Ainsi le Catéchisme de l'Église catholique: «Puisqu'il doit être traité comme une personne, dès la conception, l'embryon devra être défendu dans son intégrité» (n. 2274). On sait aujourd'hui que les deux tiers voire les trois quarts des cellules fécondées sont expulsées naturellement par la femme sans même qu'elle en ait conscience. Peut-on imaginer que Dieu crée ainsi en surabondance des personnes humaines objet de son amour alors qu'elles n'ont aucun avenir? Selon la théologie traditionnelle, il y a une intervention immédiate de Dieu dans la création de l'âme constitutive de la personne humaine. Mais quelle est l'image de ce Dieu ainsi soumis aux processus de la nature? Deuxième exemple. Qu'y a-t-il de commun entre la conception qui a lieu au sein d'un couple qui s'aime et qui désire l'enfant et la conception qui a lieu dans le cadre de viols systématiquement organisés dans une situation de guerre pour humilier et détruire l'ennemi, comme c'est le cas dans l'Est du Congo? S'agit-il de la même réalité humaine?

Léon Cassiers, qui a été doyen de la faculté de médecine de l'UCL et président de la Commission éthique nationale, était en train de rédiger un livre à partir de son expérience quand il est mort subitement. C'était un homme profondément croyant. Des amis ont mis en forme le manuscrit inachevé afin de le rendre publiable. Le livre est publié sous le titre: *Ni ange ni bête. Essai sur l'éthique de l'homme ordinaire*<sup>5</sup>.

Cassiers distingue trois conceptions morales dominantes dans la société concernant les pratiques en lien avec le corps. Pour chacune d'elles, il en montre les qualités et les limites. En simplifiant très fort, on peut dire ceci. La première conception est religieuse: c'est celle de l'Église catholique, fondée sur la nature biologique et la loi naturelle. En positif, on ne fait pas n'importe quoi par rapport à la nature, mais la nature de l'être humain n'est pas seulement une réalité biologique. La seconde est libérale: c'est une morale d'inspiration kantienne qui absolutise la liberté individuelle: c'est clairement la perspective promue par la laïcité en Belgique. Ainsi le CAL vient de publier un mémorandum en vue des prochaines élections. Au sujet de l'éthique, il déclare: «En matière de questions éthiques, la laïcité se fonde sur le principe de liberté individuelle, sur la liberté de conscience de chacun et sur le droit de disposer librement de son corps et de son destin.» En positif, la valorisation de la liberté et de l'autonomie humaine, ce que l'Église n'admet que du

---

<sup>5</sup> Paris, Cerf, 2010.



bout des lèvres; mais l'être humain n'est pas un être isolé. La troisième conception, d'inspiration anglo-saxonne, est pragmatique et utilitariste: la seule chose qui compte c'est le résultat, peu importe le moyen utilisé. En positif, l'intention est importante et il faut tenir compte du résultat prévisible, mais tous les moyens ne sont pas acceptables: pour l'Église seule compte la qualité de l'acte, quelles que soient les conséquences.

Cassiers propose alors une conception relationnelle de l'être humain: une personne, libre et autonome, mais qui est en relation avec d'autres; dans son action, l'intention et le résultat sont importants, mais il ne faut pas que les moyens contredisent l'intention. Quand on fait place à la relation comme dimension essentielle de l'être humain lui-même et comme critère de son action, qu'est-ce que cela signifie concernant la nature de l'embryon, la décision d'avorter, l'utilisation des anticonceptionnels, la pratique homosexuelle, etc.? Cette anthropologie relationnelle est exigeante, mais elle conduit à des discernements nuancés, à des décisions face aux situations vécues par les gens en se mettant à l'écoute de ce qui fait sens pour eux personnellement, dans leur milieu relationnel et dans leur contexte de vie. Ce qui fait sens, dans les situations difficiles, est souvent ce qui pour les personnes est le moins mal possible, et donc sans être parfait est le mieux possible.

Pour élaborer plus concrètement une telle éthique dans le présent, il s'agit de mettre en dialogue et en relation de confiance les trois acteurs dont parle Vatican II: les évêques, les croyants à partir de leur expérience de foi, et les théologiens. C'est sans doute bien ce que suggère François: «Le peuple est sujet. Et l'Église est le peuple de Dieu cheminant dans l'histoire, avec joies et douleurs. *Sentire cum ecclesia* (sentir avec l'Église), c'est, pour moi, être au milieu de ce peuple. L'ensemble des fidèles est infaillible dans le croire, et il manifeste son *infaillibilitas in credendo* à travers le sens surnaturel de la foi de tout le peuple en marche. Voilà pour moi le *sentir avec l'Église* dont parle Saint Ignace. Quand le dialogue entre les personnes, les Évêques et la pape va dans cette direction et est loyal, alors il est assisté par l'Esprit Saint» (Interview avec le p. Antonio Sparado, pour les revues culturelles jésuites, octobre 2013). Je soulignerais fortement le dernier membre de la dernière phrase: «alors il est assisté par l'Esprit Saint». En d'autres termes, si ce dialogue franc et ouvert n'a pas lieu, le magistère perd l'assurance d'être assisté par l'Esprit saint. Il peut lui-même s'égarer.

La question qui se pose est maintenant de savoir si cette approche du pape qui valorise la miséricorde et donc la prise en compte de ce que les gens vivent vraiment, pourra trouver les chemins d'une théologie qui

soit cohérente avec cette miséricorde. Il faut l'espérer, mais ce n'est pas sûr quand il déclare: «La pensée de l'Église, nous la connaissons, et je suis fils de l'Église, mais il n'est pas nécessaire d'en parler en permanence.» Suffit-il de ne pas condamner les personnes, ou faut-il commencer à penser différemment? Nous pouvons espérer que la miséricorde rejaillira sur la pensée de fond. Pour penser théologiquement les exigences de la miséricorde, l'expression de l'expérience croyante des laïcs est décisive.

## BRÈVE CONCLUSION

*Apostolicam actuositatem* a donné une impulsion fondamentale à la responsabilité des laïcs dans l'Église, à leur égale et pleine dignité de membres à part entière de l'Église. Depuis Vatican II, l'Église catholique a fait bien du chemin. Mais il y a eu aussi un processus puissant de freinage et de reprise en mains. Depuis un peu moins d'un an, avec l'élection du pape François, les fenêtres s'ouvrent, un air frais circule. Espérons que l'avenir ne nous déçoive pas trop.

François dit clairement qu'il souhaite une Église plus participative, moins centralisée et autoritaire. On peut dire, je pense, une Église qui mette réellement en oeuvre Vatican II.

De ce point de vue, on peut se demander, si les deux verrous placés par François dans son exhortation *Evangelii gaudium* sont de fait des lignes rouges de la doctrine ecclésiale, qu'il est absolument exclu qu'elles puissent jamais être franchies. Il est peut-être possible de comprendre autrement son expression quand il dit à propos de la doctrine «je suis fils de l'Église»: souhaitant un rôle plus discret du magistère papal, il veut s'en remettre au processus de discernement et de décision participative avec les évêquats, en laissant humblement les questions ouvertes, alors même qu'il donne bien à entendre que personnellement il pense qu'il y a là des limites à ne pas franchir.

En attendant, il s'agit pour nous, pour les laïcs, de se donner les moyens d'approfondir la foi, de penser librement cette foi en lien avec l'Évangile et la grande tradition de l'Église. Il s'agit aussi d'agir de façon responsable, avec liberté, courage, parfois audace, y compris en assumant les transgressions qu'en conscience on pense devoir effectuer au service de la vie des personnes dans la dignité et de la qualité de la vie au sein des communautés chrétiennes ouvertes à l'accueil de tous et participatives.